

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 mars 2023.

Les uns et les autres s'étaient félicités bruyamment de l'unité des syndicats, que certains appelaient de leurs vœux depuis des décennies ou des lustres, la panacée en termes de lutte de classe, rien de moins ! Qui plus est, flanquée de la pseudo-gauche et extrême gauche, bref un tel attelage le front unique au relent de Front populaire était porteur des espoirs les plus fous. En fait les illusions les plus insensées, puisque les intentions de leurs auteurs étaient pour le moins malfaisantes, sachant à l'avance à quelle vermine on avait affaire.

La nature et l'orientation de ce front unique composé de jaunes et de traîtres ne laissaient présager rien de bon à l'arrivée, ou tout serait fait pour que l'objectif que les travailleurs et les militants lui avaient assigné, c'est-à-dire le retrait de la contre-réforme des retraites ou du report à 64 ans de l'âge du départ à la retraite et rien d'autres, ne soit jamais atteint, quitte carrément à cesser de défendre cette revendication, il suffirait que le tyran qui siège au Palais de la contre-révolution mondialiste témoigne sa détermination à ne pas céder, pour que cet objectif soit déclaré inaccessible, enterré, c'est la tentation manifestée par Berger (CFDT) au nom de l'intersyndicale.

A ce stade, rien ne dit que les militants et les travailleurs qui ont imposé l'unité aux dirigeants des syndicats l'entendent ainsi. Ils savent ou ils doivent savoir qu'ils sont plus enclins à réaliser l'unité avec le patronat ou Macron, et ils ne doivent compter que sur leurs propres forces pour vaincre ou chasser Macron.

Aussi doivent-ils s'organiser indépendamment des syndicats et des partis du mouvement ouvrier pour souder leurs forces et leur imposer les moyens d'action pour remporter cette bataille, la grève générale jusqu'au retrait inconditionnel et définitif du recul de la retraite à 64 ans, et organiser l'élection à une Assemblée constituante souveraine pour en finir avec le régime de la Ve République, instaurer une République sociale.

On va me dire que c'est délirant d'avancer une telle perspective politique. Je pense que non, dans la mesure où l'échec de cette bataille est tout de même à prévoir, il faut se demander pourquoi ou qu'est-ce qui aurait manqué pour qu'il en soit autrement, ce qui pose la question de l'absence de toute perspective politique, sans laquelle toute victoire demeure fragile ou semble compromise d'avance.

Battront-ils le record de 14 lors de la loi El Khomri ou loi travail ?

Une onzième journée d'action le 6 avril... pour faire passer la contre-réforme des retraites de Macron-BlackRock.

Lu.

- « *Sauf le pouvoir, tout est illusion* ». La droite politique et patronale est consciente de la signification de cette phrase. C'est pourquoi elle a réussi à s'approprier le pouvoir politique, le pouvoir judiciaire, le tribunal constitutionnel et le pouvoir militaire, ce qui garantit une dictature civique et militaire avec des pouvoirs suffisants pour neutraliser le mouvement de masse, peu importe si, pour cela, il faut tuer 70 Péruviens.

J-C - Les illusions coûtent très chers, l'hypocrisie toute aussi répandue aussi...

Lu.

- La force économique actuelle de la France repose sur les fondements historiques de plus de 500 ans d'expansion coloniale occidentale, ainsi que sur les réalisations d'une ou deux générations après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, la France contrôle toujours la monnaie de 14 anciennes colonies ouest-africaines, le franc étant leur monnaie légale, et ces pays doivent déposer 50% de leurs réserves de change au Trésor public français. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Français bénéficient encore du système de protection sociale le plus généreux au monde, y compris les retraites.

Lu.

- Vous avez éludé la question fondamentale : le fait que le CFR (Council on Foreign Relations), que Hillary Clinton a qualifié de "*Mother Ship*" (le "*vaisseau mère*"), n'est que la filiale américaine d'un think tank britannique qui est le Royal Institute of International Affairs (RIIA), connu aussi sous le nom de Chatham House, qui est lui-même issu de la Round Table conçue par Cecil Rhodes.

En d'autres termes, le CFR basé à New-York n'est que la caisse à résonance du RIIA, véritable centre décisionnel mondial situé dans la City de Londres. Cela fait des USA les exécutants de l'Empire britannique... que tout le monde croyait n'être qu'un vestige du passé... C'est là sans doute l'un des secrets les mieux gardés de la géopolitique depuis au moins un siècle.

Totalitarisme. Dans la rubrique les tyrans veulent tout contrôler.

J-C - La tentation vaine de pérenniser la dictature sanitaire... pour le moment...

Santé : une dixième vague de Covid-19 en France - Francetvinfo.fr 29 mars 2023

La France serait au début d'une dixième vague de Covid-19. "*On est à 8 000 cas par jour, on est bien loin des 62 000 qu'il y avait eu lors du dernier pic. Ce début progressif s'explique aussi parce qu'on a quatre fois moins de gens qui se font tester que lors de la dernière vague*", explique le Dr Damien Mascret, médecin, journaliste France Télévisions, présent sur le plateau du 12/13, mercredi 29 mars. Même si les contaminations sont celles du variant Omicron, un autre variant, plus dangereux, pourrait émerger.

La régression sociale programmée. Un faux prétexte. L'eau devrait être gratuite.

Consommation d'eau : la tarification progressive pourrait s'étendre - francetvinfo.fr 30 mars 2023

Une des mesures phares du plan Eau dévoilé jeudi 30 mars par Emmanuel Macron prévoit d'instaurer la tarification progressive. Ainsi, plus la consommation d'eau sera importante, plus la facture sera salée.

Une eau de plus en plus rare. Elle sera donc beaucoup plus chère pour les gros consommateurs. Une eau considérée comme du confort. francetvinfo.fr 30 mars 2023

J-C – Un prétexte pour taxer les classes moyennes, ceux qui disposent d'un jardin par exemple, qui cultivent un potager, c'est du racket. Et quand la nappe phréatique sera reconstituée, tu continueras de payer l'eau au même tarif ou qui au lieu de diminuer augmentera régulièrement. En réalité, ce sont ceux qui consomment le moins et qui sont les plus nombreux qui vont être davantage taxés, ainsi que les familles nombreuses. Pour conserver l'écart de tarif entre les différentes tranches, ils augmenteront la tranche inférieure, celle du premier mètre cube.

En Inde ils ont mis ce système en place pour la consommation d'électricité, ma facture a explosé, elle est passée de 500 roupies à plus de 2000 en 10 ans à peine ! Depuis ils ont mis en service une centrale nucléaire et un immense parc éolien, mais le prix de l'unité n'a cessé d'augmenter chaque année. Ils ont aussi installé des compteurs électroniques pour mieux contrôler notre consommation. Pour réduire ma facture d'électricité je débranche les deux réfrigérateurs de 8h à 18h, il faut qu'ils soient bien remplis pour conserver le froid, sinon on complète avec des bouteilles d'eau.

Pour l'eau, je la pompe moi-même avec un moteur électrique. Cependant j'arrose les plantes et les arbres avec parcimonie, sauf l'été à cause de la chaleur, plus de 40°C à l'ombre, 30°C la nuit pendant quelques mois. Deux citronniers et deux orangers sont morts par manque d'eau, du coup j'arrose davantage et tant pis pour la facture d'électricité, j'ai arrêté de fumer et la vodka, j'économise donc 5000 roupies par mois, et je peux en consacrer une partie à la facture d'électricité. Bref, on compte, on jongle pour s'en sortir...

Lu. Ce sont des sadiques qui détiennent le pouvoir, vous en doutiez encore ?

- Ces gens du GIEC sont très compétents, pensez qu'ils parviennent à nous expliquer qu'un gaz rare, comme le CO₂, qui représente 0,0415% de l'atmosphère est ce pelé, ce galeux qui est responsable du réchauffement climatique, et que c'est l'homme, qui émet environ 4% des émissions totales de CO₂ (96% étant de provenance naturelle, principalement du dégazage des océans qui contient 60 fois plus de CO₂ que l'atmosphère). Ces grands scientifiques nous expliquent doctement que c'est à cause de la rétroaction positive de la vapeur d'eau... sauf que dans les nuages à grande dynamique verticale (les cumulonimbus) la rétroaction constatée est... négative !

N'importe quelle personne sensée, dotée de sens commun et de notion des ordres de grandeur peut comprendre que tout ceci n'est qu'une énorme plaisanterie, et s'indignerait d'entendre des individus disposant de chaires universitaires ou de responsabilités proférer ce genre de choses :

« *Le seul espoir pour la planète n'est-il pas l'écroulement des civilisations industrielles ? Notre responsabilité n'est-elle pas d'agir pour y arriver ?* » (Maurice Strong)

« *Si nous n'annonçons pas de désastres, personne ne nous écouterait.* » (Sir John Houghton, premier président du GIEC)

« *La durabilité globale demande une recherche délibérée de la pauvreté, une réduction de notre consommation des ressources et le maintien d'un niveau élevé de mortalité.* » (Maurice Strong)

« *Nous avons besoin du support de la population. Nous devons capturer l'imagination du public. Pour cela, nous devons présenter des scénarios effrayants, faire des déclarations dramatiques et simplistes et ne pas laisser le doute s'installer. Chacun de nous doit décider quel est le juste milieu entre être efficace et être honnête. J'espère que ce sera les deux.* » (Stephen Schneider)

« *Il n'est pas important que ce soit vrai ; la seule chose qui compte est que les gens croient que c'est vrai.* » (Paul Watson, cofondateur de Greenpeace)

« *Nous devons nous appuyer sur la question du réchauffement global. Même si cette théorie est fautive, nous ferions le bon choix pour l'économie et pour les politiques de l'environnement.* » (Timothy Wirth)

« *Peu importe si la science du réchauffement global est de la fantaisie. Le changement climatique nous fournit la plus grande opportunité d'apporter la justice et l'égalité dans le monde.* » (Christine Stewart, ministre canadien de l'Environnement)

« *La seule façon d'amener notre société à un changement radical est d'effrayer les gens avec la possibilité d'une catastrophe.* » (Daniel Botkin)

« *Nous demandons un principe de réorganisation centralisée – à accepter sur base volontaire. Des changements mineurs de politiques, des améliorations modérées des lois et des règlements, de la rhétorique proposée au lieu de vraies réformes – toutes ces mesures ne seraient que des formes d'apaisement conçues pour satisfaire le désir du public de croire que des sacrifices, des luttes et des retournements drastiques de la société ne seront pas nécessaires.* » (Al Gore, « *La Terre dans la balance* »)

« *Les modes de vie et la soif de consommation de la classe moyenne aisée – d'énormes rations de viande, des énergies fossiles dilapidées, de l'électroménager superflu, du conditionnement d'air, et des résidences en banlieue – ne sont pas soutenables.* » (Maurice Strong au sommet de la Terre à Rio, 1992)

« *Toutes les formes de technologies compliquées sont des attaques contre la dignité humaine. Il serait désastreux pour nous de découvrir une source d'énergie, propre, peu chère et abondante à cause de ce que nous pourrions en faire.* » (Amory Lovins)

« *Un succès de la mise au point économique de l'énergie de fusion serait la pire chose qui puisse arriver à la planète.* » (Jeremy Rifkin)

« *Donner à notre société une énergie peu coûteuse, propre et abondante, serait l'équivalent de donner une mitrailleuse à un enfant demeuré.* » (Paul Ehrlich)

« *Mes trois buts principaux seraient de réduire la population à environ 100 millions d'humains, de détruire toute infrastructure industrielle et de voir la vie sauvage, avec son plein contingent d'espèces, revenir dans le monde.* » (Dave Foreman, cofondateur de « *Earth First* »)

« *La grande menace sur la planète est sa population : Il y a trop de gens, réussissant trop bien et consommant trop de pétrole.* » (Sir James Lovelock, interviewé par la BBC)

« *Une population limitée de 250 à 300 millions, c'est-à-dire, un déclin de 95%, serait idéal.* » (Ted Turner, fondateur de CNN)

« *Je crains que l'éradication de la variole ait été une erreur. Elle jouait un rôle important dans la régulation de notre écosystème.* » (John Davis)

« *L'extinction de l'espèce humaine n'est pas seulement inévitable mais c'est un bien en soi.* » (Christopher Manes)

« *Avoir des enfants devrait être punissable comme un crime contre la société, sauf si les parents détiennent une licence du gouvernement. Tous les parents potentiels devraient être contraints d'utiliser des contraceptifs chimiques, le gouvernement ne distribuant des antidotes qu'aux quelques citoyens choisis pour avoir des enfants.* » (David Brower, premier directeur du Sierra Club)

Ce florilège montre que les personnes qui ont inspiré les décisions les plus consternantes de ces dernières décennies, portaient un amour singulier à l'humanité, sans qu'ils aient eu à pâtir dans leur carrière de déconstructeurs.

C'est sans doute la raison pour laquelle leurs disciples sont parvenus à lancer leur première tentative réussie de gouvernance mondiale à caractère malthusien, sentant sans doute que les populations étaient suffisamment prêtes à subir sans broncher les sommets d'ingénierie sociale à base d'injonctions paradoxales et de suppression des libertés.

Et devinez quel a été leur outil initial ? Vous avez trouvé : c'était bien sûr un modèle mathématique de n'ineffable autant qu'inamovible Niel Ferguson, l'homme qui s'est planté dans toutes ses projections depuis la grippe porcine. (Source : Modèles mathématiques et haine du genre humain –

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/modeles-mathematiques-et-haine-du-genre-humain/>

Suite de la conférence du physicien américain Steve Koonin à Paris le 19 mars 2023.

La vidéo de la conférence de Steven Koonin à Paris

<https://www.youtube.com/watch?v=epZhK6fj6So>

Le GIEC est outil politique pour orienter les choix économiques des grandes puissances. Les experts qui doutent de ses certitudes sont écartés depuis près de quarante ans des publications scientifiques. Le doute scientifique est pourtant le principal gisement du savoir. Le dissimuler est un

crime contre l'esprit même des sciences. L'histoire jugera. Elle ne s'arrêtera pas aux prévisions catastrophiques largement diffusées pour circonvenir les masses populaires.

Vidéo. Rapport du GIEC - Steven E. Koonin : "Il faut arrêter d'être alarmiste !" – Sud Radio

Avec Steven E. Koonin, physicien et auteur de "*Climat la part d'incertitude*" Édité chez l'Artilleur.

<https://www.youtube.com/watch?v=QTOUP2BI2Y>

« Les Verts vivent un instant Coyote » Steven E. Koonin (Interview)

Steve Koonin a été sous-secrétaire aux sciences au ministère de l'énergie sous l'administration Obama et directeur fondateur du Center for Urban Science and Progress de l'Université de New York (NYU). Il enseigne actuellement à l'université de New York. Koonin est également l'auteur de *Unsettled : What Climate Science Tells Us, What It Doesn't, and Why It Matters*.

Pour lire l'entretien :

<https://www.europeanscientist.com/fr/opinion/les-verts-vivent-un-instant-coyote-steven-e-koonin-interview/>

Extraits.

- Les catastrophes météorologiques que nous observons ont souvent une composante humaine et parfois une composante dominante qui n'a rien à voir avec le climat. J'aime donc citer l'exemple des inondations qui ont eu lieu au Pakistan cet été. Deux jours après le pic des inondations, la ministre pakistanaise de l'environnement s'est exprimé dans les médias et a déclaré : « C'est clairement dû au changement climatique d'origine humaine et vous nous devez de l'argent » ; et elle a ajouté : « C'est la pire inondation depuis 1961 ». Tout scientifique, comme je l'enseigne à mes étudiants, lorsque vous entendez une telle chose, vous devez regarder les archives et voir ce qui s'est passé avant 1961. Nous disposons de ces données et nous voyons que la mousson remonte à environ dix-huit ans, à l'époque où les Britanniques étaient là. En fait, il y a eu des moussons d'une intensité comparable un siècle plus tôt. De plus, dans le Pakistan moderne, les montagnes sont pratiquement nues : il n'y a pas d'arbres et l'eau s'écoule. Il y a beaucoup plus d'habitants, dont beaucoup vivent dans des plaines inondables. Il est donc évident que ce sera un désastre. Il faut être très prudent quand on dit « c'est le dioxyde de carbone ».

- Le dernier rapport de synthèse du GIEC affirme que tout est dû à l'homme et j'ai entendu aux informations que les deux cents dernières années étaient dues à l'homme, mais ce n'est pas possible parce qu'il y a des hauts et des bas. L'influence de l'homme n'a cessé d'augmenter.

- Je suis stupéfait, par exemple, si vous prenez le dernier ensemble de modèles d'il y a deux ans et que vous regardez la sensibilité des modèles. Le GIEC lui-même considère qu'environ 40 % d'entre eux sont trop sensibles et les a simplement ignorés pour le reste de la discussion. Il est donc très déconcertant que les meilleurs modélisateurs du monde, qui font de leur mieux, se trompent à ce point dans 40 % des cas. Je ne peux pas les blâmer, ils font de leur mieux, mais il s'agit d'un

problème de modélisation très difficile. La capacité à reproduire l'historique des températures réelles est horriblement difficile.

- (Le GIEC) Ils disent que les décès augmentent lorsqu'il fait plus chaud, mais ils oublient de dire que les décès ont également diminué parce que les températures sont moins froides. Oublier de mentionner le deuxième fait est une faute professionnelle en matière de conseil. Si vous rédigez un rapport d'évaluation dans le but d'informer les décideurs, vous devez inclure les deux points de vue, en particulier lorsque l'autre point de vue est plus important que celui dont nous parlons.

- (Le GIEC) Ils sélectionnent les données, ils tournent l'histoire de bien des façons. Il s'agit d'une sorte de propagande, dont le but est d'imposer et de persuader, et non d'informer.

Sur la situation mondiale.

Naissance du monde multipolaire (2)

Préparation d'une nouvelle Guerre Mondiale par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 28 mars 2023

Les États-Unis poussent leurs alliés de l'Union européenne à se préparer à une Troisième Guerre mondiale. Ils n'ont d'autre choix que de la livrer s'ils veulent sortir vainqueurs du « *piège de Thucydide* ». À moins que tout ce remue-ménage ne soit qu'une mise en scène pour « *tenir* » les alliés dans leur camp tandis que de très nombreux États, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, se déclarent « *neutres* ». Dans le même temps, les bruits de bottes ramentent les militaristes japonais qui, comme les « *nationalistes radicaux* » en Ukraine, sont de retour.

Pour lire l'article :

<https://www.voltairenet.org/article219068.html>

La doctrine de la concurrence stratégique

Le Pentagone se prépare à des conflits prolongés.

Le 10 février 2023, le Joint Concept for the U.S. Armed Forces Competition a été rendu public. Ce document a été élaboré sous les auspices de l'état-major interarmées et signé par son président, le général Mark Milley. Il appartient au domaine de la doctrine et est non classifié, c'est-à-dire que le niveau de commandement du Pentagone l'a déjà lu et qu'il est maintenant rendu public.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/la-doctrine-de-la-concurrence-strategique/>

C'est BlackRock et Cie. qui a provoqué la crise énergétique mondiale.

La crise énergétique mondiale vient des États-Unis

L'énergie verte aux États-Unis est dirigée par NextEra Energy...

Les actionnaires de NextEra Energy Inc sont les fonds d'investissement géants américains et les banques Vanguard, BlackRock, JPMorgan. Parmi les actionnaires du premier fabricant mondial de parcs éoliens General Electric figurent Vanguard, BlackRock et Fidelity.

L'Occident a créé une crise énergétique mondiale pour sauver son influence mondiale et ne s'arrêtera pas aux conséquences les plus désastreuses de cette stratégie destructrice.

<https://reseauinternational.net/la-crise-energetique-mondiale-vient-des-etats-unis/>

Qui a dit ?

« Dans un avenir proche... il y aura une redistribution importante du capital... Le risque climatique est un risque d'investissement... Chaque gouvernement, entreprise et actionnaire doit faire face au changement climatique »

Réponse : le président du fonds BlackRock, Larry Fink.

En janvier 2020, le président du fonds BlackRock, Larry Fink, a publié une lettre aux collègues de Wall Street et aux dirigeants d'entreprises d'investissement intitulée Une refonte fondamentale de la finance (A Fundamental Reshaping of Finance).

Des médias français notaient le lien entre Larry Fink et Emmanuel Macron comme France Info qui posait en 2019 la question citant Black Rock : *« La réforme des retraites, qui a été présentée par le gouvernement mercredi 11 décembre, a-t-elle été inspirée par un fonds d'investissement américain ? »*

France Info, encore, relatait, citant un article du Canard enchaîné de 2017, *« l'organisation à l'Élysée d'une journée d'agapes avec une délégation de 21 gestionnaires de fonds emmenés par BlackRock et son PDG, Larry Fink »* et *« un documentaire d'Arte affirme que Larry Fink a rencontré Emmanuel Macron à plusieurs reprises après son élection »*. *« Larry Fink à l'Élysée en juillet 2019, à l'invitation d'Emmanuel Macron, lors d'une réunion sur le climat et l'investissement »*, rapporte, encore, le média français.

L'Occident a créé une crise énergétique mondiale pour sauver son influence mondiale et ne s'arrêtera pas aux conséquences les plus désastreuses de cette stratégie destructrice.

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/carriere/vie-professionnelle/retraite/on-vous-explique-la-polemique-sur-blackrock-ce-fonds-d-investissement-soupconne-de-vouloir-imposer-la-retraite-par-capitalisation-en-france_3743427.html

J-C – Vous aurez noté comme tout s'enchaîne, tout est lié, et chaque fois, partout, vous retrouvez les mêmes acteurs financiers : dictature sanitaire, dictature climatique, transition numérique, transition énergétique, guerre en Ukraine, attaques contre les services publics, les retraites, la

Sécurité sociale, l'école, l'université, le logement, la santé, etc. dans tous les pays, donc ce n'est pas une question de personne ou de personnalité politique, mais de régime économique, partout le même qui dicte sa loi...

En famille. C'était tout juste de son niveau ! UMP-PCF : Une passion partagée !

Emmanuel Macron s'exprime sur la réforme des retraites dans « Pif, le mag » - LePoint.fr 29 mars 2023

Le président de la République s'est prêté au jeu de l'interview face à de jeunes lecteurs du journal « Pif ».

Pif, personnage emblématique de la presse jeunesse, a été créé en 1948 par le dessinateur espagnol José Cabrero Arnal pour le quotidien communiste *L'Humanité*.

Le magazine Pif Gadget a, lui, été fondé en 1969, sous l'égide du Parti communiste, avant de disparaître en 1993. Après deux premières résurrections, il a été relancé en 2020, sous le nom de Pif, avec à sa tête l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, Frédéric Lefebvre. AFP/LePoint.fr 29 mars 2023

Comme quoi ils sont sur le qui-vive.

Service national universel : le projet de le rendre obligatoire mis à l'arrêt - Journal du Dimanche 29 mars 2023

Une note ministérielle de l'Éducation nationale annonçait en mars la potentielle généralisation du Service national universel dans l'Hexagone, selon le souhait d'Emmanuel Macron. Le projet n'est, pour l'instant, plus d'actualité. Journal du Dimanche 29 mars 2023

Loi de programmation militaire : un texte qui « politiquement tombe mal » en pleine contestation sociale ? - LePoint.fr 29 mars 2023

Alors que le mouvement de protestation contre la réforme des retraites continue, le projet de loi de programmation militaire, qui prévoit un budget de 413 milliards d'euros pour les armées d'ici 2030, sera présenté la semaine prochaine en Conseil des ministres. Mais certains « au gouvernement se disent que politiquement, ça tombe mal », confie un sénateur.

Entre l'opposition à la réforme des retraites et la situation au Parlement, la suite du quinquennat d'Emmanuel Macron s'annonce pour le moins compliquée. C'est pourquoi il a chargé la première ministre de remettre à plat l'agenda parlementaire et de fixer les priorités. Si la loi immigration a déjà fait les frais de la situation, un autre texte interroge certains. C'est la loi de programmation militaire (LPM), qui prévoit un budget de 413 milliards d'euros sur la période 2024-2030. Si la présentation du texte est prévue la semaine prochaine, en Conseil des ministres, certains se posent des questions sur le timing politique, qui viendrait entrechoquer la contestation contre la réforme des retraites.

« Annoncer 400 milliards d'euros quand vous courez après 13 milliards sur les retraites... ça fait réfléchir » glisse un sénateur. « Ils se disent au gouvernement que, politiquement, ça tombe mal », résume le même, selon qui les interrogations « viennent aussi de l'Élysée, de partout ».

« En gros, le sentiment ce sera qu'il y a de l'argent. Et on va le mettre aux armées, même s'il y a une nécessité, plutôt que sur les hôpitaux, les services publics ». « On est face à un gouvernement qui ne peut quasiment plus gouverner en réalité » selon un sénateur. LePoint.fr 29 mars 2023

A bas la Ve République ! Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

Il faut battre le fer temps qu'il est chaud !

Réforme des retraites: Jean-Luc Mélenchon appelle les manifestants à "faire preuve de sang-froid" - BFMTV 28 mars 2023

En complément.

Réforme des retraites : La France insoumise et les communistes refusent de rencontrer Elisabeth Borne – francetvinfo 31 mars 2023

J-C – Correct, non ? Pas vraiment ou pire, ils réclament de rencontrer le despote de l'Élysée pour mieux le légitimer !

"La France Insoumise et son groupe parlementaire ne se rendront pas à la rencontre d'Elisabeth Borne", a déclaré Manuel Bompard, le coordinateur du parti. "Avec les parlementaires de la Nupes, nous irons en cortège exiger le retrait du texte de loi devant l'Élysée mardi matin", a-t-il ajouté. francetvinfo 31 mars 2023

Lu.

- Le mouvement de défense des retraites est devenu, par la force des choses, aussi un mouvement de défense de la démocratie et des libertés contre Macron et les nervis de l'exécutif. Les affronter est légitime. Les affronter efficacement, pour les vaincre, demande maintenant deux choses, liées : la montée en masse en direction de l'Élysée et la grève politique contre Macron.

J-C - Je dirais plutôt un mouvement pour la démocratie qui reste à venir, car on ne défend pas quelque chose qui n'existe pas, dans le cadre de la Ve République qui en est la négation.

Les mêmes auteurs ont sorti cette connerie monumentale :

- Le Maïdan à la française se profile pour imposer la démocratie contre l'État.

J-C - Le Maïdan orchestré par l'OTAN et réalisé à Kiev en Ukraine à l'aide de partis néonazis, soutenu par Washington et Bruxelles, la démocratie, voilà en quel état se trouve l'extrême gauche en France. On veut croire qu'il s'agirait d'ignorance seulement ou ils sont malgré tout bien intentionnés, puisque plus loin ils retombaient sur leur pattes, en apparence tout du moins :

- Le congrès de la CGT s'ouvre à Clermont-Ferrand ce lundi. Le CCN de FO va également avoir lieu. Si ces instances représentent les besoins des travailleurs et des militants syndicalistes, alors elles doivent s'unir sur la garantie de la victoire : aller affronter Macron et ainsi généraliser la grève!

Alors, l'intersyndicale nous appelle mardi prochain. Bien sûr, les manifestants seront au rendez-vous, puisque la lame de fond monte toujours. Et ils poseront de plus en plus la question : affrontons Macron, pour gagner et pour ouvrir la voie à la démocratie !

J-C - Et patatras voilà que l'intersyndicale s'aligne sur le jaune, Berger (CFDT), qui au lieu d'exiger le retrait demande "*une pause*" à Macron, trahit les dizaines de millions de travailleurs et jeune qui ne veulent pas travailler plus longtemps.

Retraites : Berger annonce que Borne a invité l'intersyndicale à Matignon « lundi ou mardi » - Le HuffPost 29 mars 2023

En pleine crise des retraites, la Première ministre, Élisabeth Borne, a invité les syndicats à Matignon « *lundi ou mardi* » prochain, a indiqué ce mardi 28 mars sur TMC le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger. Le HuffPost 29 mars 2023

J-C - L'extrême gauche est dogmatique en général, ses dirigeants sont des imposteurs particulièrement doués pour manipuler les jeunes et les travailleurs qui veulent en découdre, ils n'hésitent pas si nécessaire à tenir le discours frauduleux de la réaction, en voici un double exemple dans leur blog :

- Les peuples syrien et ukrainien subissent depuis de longues années la barbarie guerrière de Vladimir Poutine, et celle de Bachar Al-Assad en Syrie

Marche à Paris le 18 mars 2023, à 15h30 de la Place de la République à la Bastille

J-C - Vous aurez reconnu le discours du Pentagone et de l'OTAN que l'extrême gauche tous courants confondus a adopté, celui de l'ONU ou de Davos aussi. Cette organisation d'extrême gauche s'appelle *Arguments pour la lutte sociale* ou aplutsoc.org.

Hier une autre organisation, très respectable cela va s'en dire, avait soutenu à fond la dictature sanitaire. Si cela vous intéressait, on pourrait les prendre les unes après les autres et montrer comment elles sont corrompues. Leur collusion idéologique avec le régime ne fait dès lors plus aucun doute. Vous en déduirez ce que vous voulez.

Est-il possible d'être d'extrême gauche sans se fourvoyer aussi honteusement ? Heureusement que oui ou j'en fais la démonstration, je vous mets au défi de trouver un sujet sur lequel je me serais compromis.

Une info qui devrait les réjouir.

Guerre en Ukraine : la France va doubler ses livraisons d'obus à Kiev - LePoint.fr 28 mars 2023

La France va doubler le nombre d'obus de 155 mm livrés à l'Ukraine, les portant à 2 000 par mois, a annoncé le ministre des Armées Sébastien Lecornu dans un entretien au Figaro publié mardi.

Les industriels de défense sont donc poussés à augmenter leurs capacités de production et réduire leurs délais de livraison. Nexter, qui produit les obus de 155 mm en France, prévoit ainsi de produire 150 000 obus par an en 2025, trois fois plus qu'avant le déclenchement du conflit. AFP/LePoint.fr 28 mars 2023

L'intersyndicale, elle va discuter de quoi avec Borne ? Rupture des relations avec le nazillon !

Sur CNews, c'est la ministre déléguée chargée du Commerce, Olivia Grégoire, qui exclut aussi l'idée d'une pause dans l'application de la réforme, demandée par l'intersyndicale : *"Quand on commence à faire des pauses, entre nous, ça veut dire qu'on commence à reculer. Et je ne sais pas comment on gouverne ce pays pendant quatre ans si on commence à reculer."*

L'exécutif n'a *"pas l'intention"* de changer de cap sur les 64 ans, affirme Stanislas Guérini sur franceinfo.

Cette mesure ne sera pas au menu de la rencontre, ont prévenu mercredi le ministre des Relations avec le Parlement, Franck Riester, et le président du MoDem, François Bayrou. *"Les 64 ans sont dans le texte, on ne peut pas changer de ligne à ce point"*, a mis en garde l'ancien ministre. francetvinfo.fr 29 et 31 mars 2023

Editorial de La tribune des travailleurs (POID).

Suspension ou reddition ?

Ce 28 mars au petit matin, à l'heure où les travailleurs et les militants syndicaux se préparent à manifester pour la dixième fois contre la réforme des retraites, tandis que d'autres sont déjà sur les blocages et les piquets de grève... Laurent Berger a la parole sur France Inter. Le secrétaire général de la CFDT y annonce que l'intersyndicale propose au gouvernement de suspendre sa réforme pour quelques mois, le temps de mettre en place une « médiation » pour dégager une issue à la crise.

Mais que se passera-t-il si la médiation ne débouche pas sur un accord ? Réponse de Berger : *« On a participé aux concertations, on n'a pas pu discuter le report de l'âge légal à 64 ans. Là, on fait une ouverture. Mettons en pause... Si on ne se met pas d'accord, allez, chiche, si on ne se met pas d'accord dans les six mois sur la question du travail et sur la question de l'équilibre des retraites, allez... revenez aux 64 ans, mais faites la place au compromis social. »*

Dans les heures qui suivent, le président de la CFTC confirme que l'intersyndicale tout entière est engagée dans cette démarche en direction du gouvernement. À son tour, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, informe que l'intersyndicale allait *« écrire au président de la République pour valider par écrit cette proposition »*.

L'éditorialiste de BFMTV, porte-parole des intérêts capitalistes, s'enthousiasme : *« C'est très malin de la part de Laurent Berger. »* Car le propos de Berger est clair : au bout du bout, la médiation – si elle a lieu – débouchera sur l'acceptation du passage à 64 ans. La presse relève d'ailleurs que Berger a tout fait pour éviter le mot *« retrait »*.

Tout s'enchaîne. Au nom du gouvernement, Véran rejette la proposition : « On n'a pas forcément besoin de médiation pour se parler, on peut se parler directement. » *Se parler... de quoi ? De suspendre la réforme ? Non, pas question ! Le gouvernement est prêt à discuter avec les syndicats... de « la mise en place opérationnelle de la loi ».* Provocation pure et simple !

Suspension ? Il arrive parfois dans des guerres qu'un cessez-le-feu permette de reprendre des forces pour repasser à l'offensive. Mais la proposition d'une médiation au sujet de laquelle par avance il est indiqué que s'il n'y a pas d'accord, ce sera 64 ans, ça, ce n'est plus une médiation : c'est la chronique d'une capitulation annoncée, c'est une promesse de reddition !

Une telle position de la part de Berger n'est pas pour surprendre. Mais cet engagement vaut-il pour l'ensemble des organisations syndicales ? Dans le congrès de la CGT qui se déroule au même moment à Clermont-Ferrand, un délégué interpelle le secrétaire général : « *Camarade Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation quand les travailleurs sont dans la rue ?* »

C'est bien la question posée, celle du mandat que des millions de travailleurs et de jeunes en grève et en manifestations depuis plus de deux mois n'ont cessé de réaffirmer, un mandat confié aux dirigeants des organisations, un mandat crié à nouveau à pleins poumons dans toutes les villes de France ce 28 mars : le retrait et rien d'autre.

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=6768

J-C – Confirmation. J'ai retrouvé sur le Net l'entretien de Berger sur France Inter, ses propos qui figurent dans cet éditorial sont corrects :

https://www.youtube.com/watch?v=U18_MtIUHO4

Mobilisation en baisse, invitation de Borne aux syndicats, manifestation le 6 avril... - lepoint.fr 28 mars 2023

La mobilisation continue contre la réforme des retraites mais a connu un essoufflement ce mardi 28 mars. La 10e journée de mobilisation a été un peu moins suivie que la précédente. Les quatre points essentiels à retenir de cette journée.

- Elisabeth Borne invite l'intersyndicale à Matignon

Les syndicats et l'exécutif vont se reparler. Après une dixième journée d'action mardi, le n.1 de la CFDT Laurent Berger a révélé que l'intersyndicale était invitée en début de semaine prochaine à Matignon par Elisabeth Borne, mettant fin à des semaines d'absence de dialogue entre les deux parties.

« *On ira. On en a parlé entre nous. Oui, on pense collectivement qu'il faut y aller pour porter nos propositions* », a déclaré Laurent Berger sur TMC. « *Y compris* » la proposition de médiation dont l'hypothèse avait pourtant été balayée par Olivier Véran dans la journée.

Interrogé, Matignon a confirmé l'invitation mais n'a fait aucun commentaire sur son ordre du jour. « *Ce qui est sûr, c'est que nous, on ira discuter des retraites. Et du travail parce que ça va avec, mais (surtout) des retraites !* » a insisté le leader de la CFDT.

- Une mobilisation en baisse, une 11e journée de manifestations le 6 avril

Les chiffres des autorités sont en repli : le ministère de l'Intérieur a recensé 740 000 manifestants dans toute la France, dont 93 000 à Paris, la CGT « *plus de 2 millions* » dont 450 000 dans la capitale. C'est moins que lors de la journée du 23 mars, qui avait réuni un peu plus d'un million de Français, selon le ministère. Malgré cette mobilisation en baisse, l'intersyndicale a appelé à une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 6 avril.

- De nouveaux affrontements

Mardi, comme la semaine dernière, des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté dans plusieurs villes alors que les violences autour de la bassine de Sainte-Soline (Deux-Sèvres), durant le week-end, étaient encore dans toutes les têtes.

À Paris, où 10 000 contrôles ont eu lieu autour du cortège, un commerce Leclerc a été pillé et plusieurs feux de poubelles allumés avant des affrontements à l'arrivée place de la Nation. Trois heures après la fin du cortège, la police repoussait les derniers manifestants vers le métro. La préfecture de police a fait état d'au moins 55 interpellations.

Tensions aussi à Dijon, Lyon, Lille et Toulouse, où les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau. Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Besançon et Nancy ont aussi connu des échauffourées.

Redoutant ces incidents, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin avait déployé un « *dispositif de sécurité inédit* » : 13 000 policiers et gendarmes, dont 5 500 dans la capitale. « *La France ne se mène pas à coups de trique* », a répliqué l'insoumis Jean-Luc Mélenchon, appelant ses troupes au « *sang-froid* ».

- Des secteurs encore perturbés, fin de la grève des éboueurs

Certains secteurs sont encore perturbés par les grèves contre la réforme des retraites. La circulation des trains était perturbée, avec trois TGV sur cinq et un TER sur deux en moyenne selon la SNCF. À Paris, Lorient et Marseille, des manifestants ont envahi les voies ferrées. La Tour Eiffel était aussi fermée, comme l'Arc de Triomphe ou le château de Versailles.

En revanche, chez les éboueurs parisiens, la CGT a annoncé la suspension de la grève et du blocage des incinérateurs à partir de mercredi, alors que 6 600 tonnes de déchets jonchent encore les rues de la capitale. Si les enseignants étaient moins mobilisés (8 % de grévistes selon le ministère), des dizaines de blocages d'universités, de lycées et même de collèges ont été recensés, d'Avignon au Havre, de Lille à Bordeaux.

La mobilisation des jeunes, surveillée comme le lait sur le feu par les autorités, a elle aussi marqué le pas : ils étaient 400 000 dans la rue, selon les affirmations de l'Unef, contre 500 000 le 23 mars.

**Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.
Ordure !**

Pas-de-Calais : une femme poursuivie pour avoir traité Emmanuel Macron d'«ordure» sur Facebook - RT France 29 mars 2023

Sur sa page Facebook, Valérie, une habitante de Saint-Martin-lez-Tatinghem (Pas-de-Calais) poste le 21 mars le message suivant : «*L'ordure va parler demain à 13 heures, pour les gens qui ne sont rien, c'est toujours à la télé que l'on trouve les ordures.*» Le lendemain, Emmanuel Macron devait accorder un entretien télévisé aux journaux de 13h sur France 2 et TF1.

Trois jours plus tard, à sa grande surprise, trois policiers frappent à la porte de la militante, figure des Gilets jaunes, et l'emmènent au poste. Dans la Voix du Nord, on apprend que Valérie est accusée «*d'outrage et insulte envers le président de la République*» suite à la publication de son message. Elle a été mise en garde à vue et sera jugée au tribunal le 20 juin pour outrage envers une personne dépositaire de l'autorité publique.

Le parquet a poursuivi la quinquagénaire pour injure «*par parole, écrit, image ou moyen de communication par voie électronique*», une infraction relevant du droit de la presse punie par une amende pouvant atteindre 12 000 euros. RT France 29 mars 2023

Totalitarisme. A bas la répression et le tyran !

Des rassemblements devant les préfectures en soutien aux "victimes de violences policières" de Sainte-Soline – Francetvinfo 30 mars 2023

Plusieurs organisations ont appelé à des rassemblements devant les préfectures jeudi 30 mars à 19h en soutien aux "victimes de violences policières". Des rassemblements ont eu lieu un peu partout en France pour soutenir les blessés et les interpellés lors de la mobilisation à Sainte-Soline le week-end dernier contre un projet de méga-bassines. Francetvinfo 30 mars 2023

J-C – De quelques centaines dans la plupart des communes où ont lieu les manifestations pour les retraites à plusieurs milliers à Paris, en fait dans toutes la France.

La CGT vire à droite toute !

Ouverture du congrès de la CGT dans une ambiance plus que houleuse - Front Syndical de Classe 28 mars 2023

On retiendra : Décidemment nous vivons bien une période où rien n'est joué d'avance et où l'intervention populaire et des bases du syndicalisme bousculent bien des positions établies!

<http://www.frontsyndical-classe.org/2023/03/ouverture-du-congres-de-la-cgt-dans-une-ambiance-plus-que-houleuse.html>

Deuxième journée du congrès de la CGT : fait exceptionnel le rapport d'activité de la direction sortant mis en minorité ! - Front Syndical de Classe 28 mars 2023

Ce scrutin est un « *vote par mandats* », ce qui signifie que le vote de chaque délégué a été « *bien débattu* » au sein des syndicats, « *ce n'est pas un vote d'humeur (...) donc ce n'est pas un petit signal envoyé à la direction sortante* », a-t-elle souligné. Durant tout l'après-midi, les orateurs s'étaient

succédé à la tribune pour critiquer les orientations de la direction sortante, et le défaut de démocratie interne à la CGT.

Ils ont notamment dénoncé l'approbation par Philippe Martinez de l'idée d'une « médiation » sur le dossier des retraites, avancée mardi matin par son homologue de la CFDT Laurent Berger. « *Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation alors que les travailleurs sont dans la rue ?* », l'a interpellé Murielle Morand, de la fédération de la chimie.

Des congressistes ont fustigé un manque de concertation concernant le travail de rapprochement entre la CGT et les syndicats FSU et Solidaires, ou lors de la création en 2020 du collectif « *Plus jamais ça* », réunissant syndicats, ONG et associations pour aborder de front les questions écologiques et sociales. Certains se sont insurgés contre des tribunes signées avec des syndicats réformistes, ou avec le Medef. lepoint.fr 28 mars 2023

<http://www.frontsyndical-classe.org/2023/03/deuxieme-journee-du-congres-de-la-cgt-fait-exceptionnel-le-rapport-d-activite-de-la-direction-sortant-mis-en-minorite.html>

Le congrès du coup de grâce.

CGT : contre toute attente, Sophie Binet succède à Philippe Martinez et devient la première femme élue à la tête du syndicat – francetvinfo. 30 mars 2023

Coup de théâtre à la CGT. Sophie Binet a été élue secrétaire générale du syndicat, vendredi 31 mars, et succède ainsi à Philippe Martinez. Secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (Ugict), la conseillère principale d'éducation, née en 1982, devient la première femme à prendre la tête de la centrale.

Sophie Binet a été élue au terme d'une nuit de tractations, au cours de laquelle aucune des deux candidates jusqu'alors favorites – Marie Buisson, la dauphine du secrétaire général sortant Philippe Martinez, et Céline Verzeletti – ne sont parvenues à faire consensus sur leur nom. Son élection intervient après une semaine de congrès houleux et à quelques jours d'une réunion de l'intersyndicale à Matignon sur la réforme des retraites.

Recoller les morceaux

Sophie Binet est une ancienne membre du syndicat étudiant Unef et ex-conseillère principale d'orientation. Elle était à la tête de l'Ugict depuis 2018 et chargée des questions d'égalité, notamment entre les femmes et les hommes, au sein de la direction de la CGT. Elle n'était pas officiellement candidate à la succession de Philippe Martinez, mais son nom était parfois évoqué en interne comme alternative.

Candidate "*par défaut*" selon certains, elle aura la lourde tâche de recoller les morceaux d'une CGT profondément divisée. "*Le secteur propre aux ingénieurs et cadres [qu'elle dirige] a été historiquement dans la CGT une entité plus proche de ceux qui se revendiquaient réformateurs au sein du syndicat*", expliquait récemment à franceinfo Karel Yon, sociologue du syndicalisme et des mouvements sociaux. francetvinfo. 30 mars 2023

En complément.

Quelques données concernant les participants au 53^e Congrès de la CGT:

Un millier de délégués.

23 n'ayant pu se libérer.

942 habilités à voter

747 primo participants

845 actifs

97 retraités

523 appartenant au privé

187 ouvriers

370 employés

342 ingénieurs Cadres et Techniciens

J-C – Voilà qui en fait un syndicat « *ouvrier-bourgeois* » à la base, non ? C'est pire dans tous les autres syndicats. Ceci explique cela...

Santé.

Ils osent tout. Les trusts pharmaceutiques mafieux se livrent à un chantage sur votre vie. -

Pénurie de médicaments : devant le Sénat, les laboratoires pharmaceutiques dénoncent « *le poids excessif* » de la régulation des prix lepoint.fr 28 mars 2023

« *Je rappelle que le secteur n'a connu aucune croissance depuis une douzaine d'années et que son chiffre d'affaires est stable depuis 15 ans. Budget de la sécu après budget de la sécu, le Parlement vote environ entre 700 et 900 millions de baisses de prix par an* », pointe Philippe Lamoureux. « *Nous alertons depuis plusieurs années les autorités sur le poids excessif de la régulation économique qui fragilise le secteur du générique et augmente le risque de pénurie* », appuie Laurent Borel-Giraud, représentant du Gemme, les entreprises de médicaments génériques.

Désormais, la régulation des prix oblige les industriels à fabriquer à perte certains produits, ce qui pourrait les pousser, à terme, à les retirer purement et simplement de leur catalogue. Laurent Borel-Giraud évoque 700 produits pharmaceutiques, « *peu ou pas rentables* » dans le secteur des génériques, et qui seraient susceptibles de disparaître prochainement. lepoint.fr 28 mars 2023

Assassinat en masse programmé.

« 45 % des personnes touchées par une pénurie de médicaments ont dû modifier leur traitement ou y renoncer », alerte France Assos Santé au Sénat - Publicsénat 30 mars 2023

Les résultats d'une étude de l'observatoire de France Assos Santé sont sans appel : « 37 % des gens ont été confrontés à une pénurie en 2023 alors qu'ils n'étaient que 25 % en 2018. Parmi ces personnes, 45 % ont dû modifier leur traitement ou y renoncer », expose Catherine Simonin membre du bureau France Asso Santé. Et à la question de savoir si les pénuries ont des conséquences sur les chances de survie des patients malades, Catherine Simonin prend l'exemple d'une étude sur le CHU Édouard Herriot à Lyon : « Sur 402 personnes traitées pour un cancer de la vessie entre 2011 et 2016, en période de pénurie, il y a eu plus de récurrences. Ce qui veut dire que l'incidence de ces pénuries sur les anticancéreux amènera une augmentation de la mortalité à 5 ans », explique-t-elle.

« 80 % des substances actives consommées sont fabriquées à l'étranger en Chine et Inde, contre 20 % il y a 30 ans. » Publicsénat 30 mars 2023

Fin de l'obligation vaccinale pour les soignants, les non-vaccinés pourront reprendre leur travail - lemediaen442.fr 30 mars 2023

Le ministre de la Santé, François Braun, a annoncé la levée de l'obligation vaccinale contre le Covid pour les soignants. Cette décision fait suite à la recommandation de la Haute Autorité de Santé (HAS) et permettra la réintégration des professionnels non-vaccinés suspendus depuis un an et demi. Ces soignants se trouvaient dans une situation délicate, sans salaire et sans possibilité d'exercer leur métier. Ils n'avaient pas non plus droit aux allocations chômage.

La HAS justifie sa recommandation par plusieurs facteurs, notamment le contexte épidémique favorable et la faible efficacité de la vaccination contre l'infection et la transmission. Cependant, cette décision n'a pas été accueillie favorablement par tous. Certains médecins, comme l'urgentiste controversé Mathias Wargon, sont opposés au retour de leurs collègues non-vaccinés. D'autres craignent que la levée de cette obligation soit interprétée comme un désaveu de la stratégie actuelle de vaccination.

La HAS envisage également de lever l'obligation vaccinale contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP), mais recommande de maintenir celle contre l'hépatite B et même de l'élargir aux professionnels libéraux. La France est le dernier pays à lever l'obligation vaccinale des soignants contre le Covid en période de pénurie de personnel soignant. lemediaen442.fr 30 mars 2023

L'ONU annonce une surmortalité de 23,6 millions en 3 ans dont 16,9 millions pour raisons « inconnues »

<https://reseauinternational.net/lonu-annonce-une-surmortalite-de-236-millions-en-3-ans-dont-169-millions-pour-raisons-inconnues/>

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Poutine gère le timing pour que l'effondrement anglo-saxon n'entraîne pas le monde dans une guerre nucléaire

L'hiver s'est enfin achevé et l'offensive russe attendue n'a jamais eu lieu. Oui, nous avons assisté à une avancée lente mais constante dans la zone la plus fortifiée du Donbass, s'emparant pratiquement de Bakhmout (Artemovsk en russe) et menaçant d'encercler Avdivka.

L'offensive russe repose sur l'utilisation des troupes du Groupe Wagner comme bélier, sans faire appel aux troupes régulières russes et aux fameux Tchétchènes de Kadirov, qui ne jouent pas un rôle de premier plan comme au début.

La Russie a décidé d'utiliser une tactique d'avancées lentes avec un double objectif : diminuer ses propres pertes et augmenter les dommages causés aux troupes de l'OTAN combattant sous le drapeau ukrainien.

La question la plus appropriée serait peut-être de savoir si la Russie veut vraiment gagner la guerre contre l'Ukraine, car sa confrontation est en réalité avec l'Occident, c'est-à-dire le monde anglo-saxon et sa périphérie, et elle est vitale.

<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2023/03/29/poutine-gere-le-timing-pour-que-l-effondrement-anglo-saxon-n-entraîne-pas-l.html>

Rosneft et Indian Oil signent pour augmenter les livraisons de brut russe en Inde - RT France 29 mars 2023

La compagnie pétrolière russe Rosneft a annoncé ce 29 mars qu'elle avait conclu un accord avec l'entreprise publique Indian Oil pour «*augmenter considérablement*» l'approvisionnement en pétrole de l'Inde et diversifier ses qualités.

L'accord a été signé lors d'un voyage de travail du PDG de Rosneft, Igor Setchine, en Inde, au cours duquel des réunions ont eu lieu avec des représentants des ministères indiens, ainsi qu'avec les dirigeants des plus grandes sociétés pétrolières et gazières du pays.

Dans son communiqué, Rosneft note également que les parties ont discuté de l'élargissement de la coopération globale dans le secteur de l'énergie entre les entreprises russes et indiennes tout au long de la chaîne technologique, ainsi que de la possibilité de règlements mutuels en monnaies nationales. «*Une attention particulière a été accordée à la mise en œuvre de projets conjoints entre Rosneft et des partenaires indiens, notamment Sakhalin-1, Taas-Yuryakh et Vankorneft*», souligne le communiqué.

Il est également précisé que, selon des données du ministère indien du Commerce, la Russie est devenue en 2022, pour la première fois de l'histoire, l'un des cinq principaux partenaires commerciaux de l'Inde, avec un volume d'échanges entre les deux pays de 38,4 milliards de dollars. RT France 29 mars 2023

La Russie annonce une multiplication par 22 de ses livraisons de pétrole à l'Inde - RT France 28 mars 2023

«*La majeure partie de nos ressources énergétiques a été redirigée vers d'autres marchés, les marchés de pays amicaux. Si on prend, par exemple, les livraisons de pétrole à l'Inde, elles ont été multipliées par 22 l'an dernier*», a déclaré le vice-Premier ministre russe en charge de l'Energie, Alexandre Novak, ce 28 mars à l'issue d'une réunion de son ministère.

Plus tard dans la journée, Novak a précisé lors d'une interview à la chaîne de télévision Rossiya-24 qu'en Chine, l'augmentation en 2022 était de «*8% pour le pétrole et pour le charbon, voire plus*».

En complément.

- La Russie a été capable d'avoir des plans de contingence pour contourner les sanctions et a même acheté une flotte de 300 pétroliers à des armateurs grecs. (Source : euro-synergies.hautetfort.com)

Le Zimbabwe remercie la Russie de son aide dans la lutte contre les sanctions occidentales par Sputnik Afrique

La présidente du Sénat zimbabwéen a remercié Moscou pour le soutien apporté à son pays qui lutte contre les sanctions occidentales depuis 1999.

«*Le peuple zimbabwéen est reconnaissant vis-à-vis de l'État russe qui l'aide à lutter contre les sanctions illégitimes* » imposées par l'Occident, a déclaré ce mardi 28 mars à Moscou la présidente du Sénat zimbabwéen, Mabel Chinomona.

«*Malgré les sanctions imposées par l'Occident, le Zimbabwe veut conserver l'opportunité de se développer. C'est pourquoi nous entretenons des relations avec votre pays, qui nous a toujours aidés* », a indiqué Mme Chinomona lors d'une rencontre de travail avec Valentina Matvienko, présidente du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe).

Sanctions contre le Zimbabwe

Le Zimbabwe est sous le coup de nombreuses sanctions imposées par les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni depuis 2001, sous le prétexte que les autorités du pays de l'époque violaient les droits de l'Homme. Bien que Robert Mugabe, père de l'indépendance en 1980, ait quitté le pouvoir en 2017, l'Occident maintient ses restrictions. En 2008, le Royaume-Unis, les États-Unis et le Canada ont soumis une résolution au Conseil de sécurité de l'Onu afin d'imposer de nouvelles sanctions au Zimbabwe, mais la Chine et la Russie ont bloqué cette résolution.

Près de 90 banques étrangères ont quitté le pays depuis 2001 de peur de les enfreindre et d'ainsi encourir des pénalités financières.

Israël

La crise israélienne se résume à savoir qui jouera le rôle de tyran : Les généraux ou les voyous religieux ?

En faisant passer sa « *réforme judiciaire* », Netanyahu n'a pas détruit la « *démocratie israélienne* ». Il exploitait abondamment l'absence de celle-ci.

<https://reseauinternational.net/la-crise-israelienne-se-resume-a-savoir-qui-jouera-le-role-de-tyran-les-generaux-ou-les-voyous-religieux/>

Pérou.

Pérou : Si le pays les rejette, pourquoi sont-ils encore là ?

L'impunité (70 morts sans enquête), l'illégitimité (aucun soutien des citoyens) et la dictature (contrôle des citoyens à feu et à sang), s'affirment dans le pouvoir politique que la droite usurpe sans avoir gagné les élections.

Selon les instituts de sondage, IPSOS, IEP et CPI, en moyenne, plus de 74% de la population désapprouve la gestion du Gouvernement dirigé par Dina Boluarte. 91%, rejette le Congrès de la République tandis que contrairement à ce qu'affirment ces « *pouvoirs* », 57% de la population veut une Assemblée Constituante et 82% veut avancer les élections en 2023. Ces données ont une marge d'erreur de 2,8% et un degré de fiabilité qui atteint presque 96%.

Les marches de millions de personnes dans les villes et dans les champs, les dizaines de voies de communication bloquées, les ministres hués et expulsés des locaux (préparés comme des fortins de défense contre « *la foule* ») où ils discutent de « *solutions* » à la crise, etc.... confirment les chiffres des instituts de sondage. Le Gouvernement ne reprend que le populisme stupide mise en marche, avec des dons, des cadeaux et des bons monétaires qui finissent par endurcir plus les citoyens qui se sentent insultés dans leur dignité, tandis que « *la menace de rébellion* », mûrit à son rythme et avec sa rapidité propre.

Mais le Gouvernement et le pouvoir législatif sont toujours là, sans se troubler devant le rejet des citoyens, agissant et légiférant comme si au Pérou, il ne s'était rien passé.

Pour lire l'article :

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2023/03/perou-si-le-pays-les-rejette-pourquoi-sont-ils-encore-la.html>

Chine.

L'Entente est une pilule amère pour l'Occident

L'Occident est coincé entre le sentiment public qu'il a créé et la réalité sur le terrain.

Changement stratégique conséquent – À la sortie de sa rencontre avec Vladimir Poutine, Xi Jinping a déclaré à ce dernier : « *Il y a des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans – et nous conduisons ce changement ensemble* ».

L'« *Entente* » a été scellée au cours de plusieurs heures de discussions sur deux jours, et au milieu d'une pléthore de documents signés. Deux États puissants ont formé une dualité qui, en mariant une

gigantesque base manufacturière au principal fournisseur de matières premières, ainsi qu'à l'armement avancé et au savoir-faire diplomatique de la Russie, laisse les États-Unis dans l'ombre. Un siège dans l'ombre (assumé par la volonté ou l'incapacité d'envisager une transition aussi radicale) reflète le fait que les États-Unis tournent le dos à la participation au monde multipolaire qui se dessine.

Les États-Unis étant esclaves de leur hégémonie, l'émergence d'une trifurcation mondiale est inévitable – avec notamment les trois sphères de la guerre commerciale : l'Eurasie, dirigée par la Russie ; le Sud mondial influencé par l'Inde – et avec les États-Unis dominant l'UE et l'Anglo-Sphère.

<https://reseauinternational.net/lentente-est-une-pilule-amere-pour-loccident/>

La Chine a dépensé 240 milliards de dollars pour renflouer les nations en difficulté avec des prêts Belt & Road

Pékin rattrape rapidement le FMI en tant que prêteur de dernier recours.

Au cours de la dernière décennie, la Chine a prêté des sommes massives aux gouvernements d'Asie, d'Afrique et d'Europe, augmentant son influence mondiale grâce à des mégaprojets d'infrastructure et en devenant l'un des plus grands créanciers du monde.

Maintenant, une nouvelle étude dit que Pékin est également devenu un important prêteur d'urgence à ces mêmes pays, dont beaucoup ont du mal à rembourser leurs dettes.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/la-chine-a-depense-240-milliards-de-dollars-pour-renflouer-les-nations-en-difficulte-avec-des-prets-belt-road/>

Economie.

Banquiers ripoux, qui l'aurait cru ?

Qu'est-ce que le « CumCum », cette escroquerie dont sont soupçonnées cinq banques françaises ? - Le Point.fr

La Société générale, BNP Paribas, Natixis, HSBC et Exane, une filiale de BNP-Paribas spécialisée dans les investissements financiers, ont été perquisitionnées mardi. Ces établissements ont été perquisitionnés mardi, dans le cadre d'une enquête pénale. Ils sont soupçonnés de fraude fiscale pour plus de 30 milliards d'euros.

150 milliards d'euros de fraude fiscale, dont 30 en France, cinq établissements ciblés dans l'Hexagone... Les banques françaises dans l'œil du cyclone du « CumEx Files », révélé dans un premier temps en 2018. Sont concernées la Société générale, BNP Paribas, Natixis, HSBC et Exane,

une filiale de BNP-Paribas spécialisée dans les investissements financiers. Toutes ces banques auraient utilisé la technique du « CumCum », pour éviter de payer certains impôts en France.

Voici la définition exacte du Parquet national financier : « *La fraude CumCum consiste pour un actionnaire étranger d'une société cotée en France à transférer temporairement, les jours qui précèdent et suivent le versement du dividende de l'entreprise, les titres qu'il détient à un établissement bancaire français* », afin d'« *éluder le paiement de la retenue à la source appliquée sur le paiement du dividende* ». Un client étranger doit en effet faire l'objet d'une retenue de ses dividendes de 17,2 à 30 % selon le pays de résidence. Un paiement d'impôt qui n'est plus effectif si l'entreprise qui détient les actions est française.

C'est donc l'objectif du « CumCum » : faire en sorte qu'au moment du versement des dividendes, ce sont des banques françaises qui soient propriétaires des actions, pour contourner les impôts français (et donc la loi), avant de rendre ces titres à son propriétaire initial. En échange, la banque peut recevoir une partie de ces dividendes...

Si, de prime abord, le système est légal, la justice française prévoit de le contrer : si elle peut démontrer que le seul but de cet aller-retour est d'éviter l'impôt, la technique devient illégale : « *Sont constitutifs d'un abus de droit [...] les actes qui [...] n'ont aucun autre motif que celui d'éluder ou d'atténuer les charges fiscales normalement supportées* », est-il écrit dans le Code général des impôts. L'administration fiscale a d'ailleurs explicitement interdit cette pratique le 15 février dernier.

Ce n'est cependant pas encore suffisant, visiblement. Comme le souligne *L'Est Républicain*, d'autres versions de ce « CumCum » ont été créées, où les entreprises passent par des sociétés écrans pour délocaliser leurs actions dans des pays bénéficiant d'une exonération fiscale. Si la justice définit que les faits de fraude fiscale aggravée sont avérés, les auteurs encourent jusqu'à 7 ans de prison, et jusqu'à 3 millions d'euros d'amende.

J-C- Il y a combien de banquiers en prison en France, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, etc ?
Aucun !

Réunion officielle des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de l'ASEAN.

Le bloc asiatique « ASEAN » discute de l'abandon du dollar, de l'euro et du yen pour les transactions financières - lemediaen442.fr 31 mars 2023

Une réunion officielle de tous les ministres des Finances de l'ASEAN et des gouverneurs de banques centrales a débuté mardi (28 mars) en Indonésie. En tête de l'ordre du jour figurent des discussions visant à réduire la dépendance vis-à-vis du dollar américain, de l'euro, du yen et de la livre sterling dans les transactions financières et à passer à des règlements en monnaies locales.

Selon le site spécialisé de l'investissement Asia Briefing, la réunion a abordé les efforts visant à réduire la dépendance aux principales devises grâce au système de transactions en monnaies locales (Local Currency Transaction ou LCT). Il s'agit d'une extension de l'ancien système de règlement en monnaies locales (Local Currency Settlement ou LCS) qui a déjà commencé à être mis en œuvre entre les membres de l'ASEAN.

Cela signifie qu'un système de paiement numérique transfrontalier de l'ASEAN serait étendu davantage et permettrait aux États membres de l'ASEAN d'utiliser des monnaies locales pour le commerce. Un accord de coopération en ce sens a été conclu entre l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande en novembre 2022. Cela fait suite à la déclaration de l'autorité de régulation bancaire indonésienne le 27 mars selon laquelle la Banque d'Indonésie se prépare à introduire son propre système de paiement national.

Le président indonésien, Joko Widodo, a exhorté les administrations régionales à commencer à utiliser des cartes de crédit émises par des banques locales et à cesser progressivement d'utiliser des systèmes de paiement étrangers. Il a fait valoir que l'Indonésie avait besoin de se protéger des perturbations géopolitiques, citant les sanctions visant le secteur financier de la Russie de la part des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés en raison du conflit en Ukraine.

Se détourner des systèmes de paiement occidentaux est nécessaire pour protéger les transactions contre les « *possibles répercussions géopolitiques* », a déclaré Widodo. Si l'ASEAN abandonnait le dollar, l'euro et le yen, cela pourrait avoir des conséquences sur les économies occidentales. Par exemple, cela pourrait entraîner une baisse de la demande pour ces monnaies et donc une baisse de leur valeur. Cela pourrait également entraîner une augmentation des coûts de financement pour les entreprises occidentales qui ont des activités dans la région.

Parmi les nations de l'ASEAN, seul Singapour a imposé des sanctions à la Russie, tandis que toutes les autres nations de l'ASEAN continuent de commercer avec le pays. Il y a eu une inquiétude quant à la possibilité d'être pris dans des sanctions secondaires dirigées par les États-Unis, ce qui est susceptible d'affecter les pays d'Asie centrale et du Sud impliqués dans la production de coton, une industrie majeure de la région employant des millions de personnes.

Les investisseurs étrangers en Asie devraient tenir compte du montant de dollars américains, d'euros et de yens détenus sur leurs comptes à la lumière d'une décision de commerce de devises de l'ASEAN imminente. Des discussions professionnelles devraient être menées concernant tout mouvement de fonds de l'entreprise vers des devises alternatives. lemediaen442.fr 31 mars 2023

Vidéo. 10 pays d'Asie du Sud-Est composent l'Association des nations d'Asie du Sud-est (ASEAN). Cette organisation a été créée en 1967 pour accompagner le développement économique et pacifier cette région :

<https://www.youtube.com/watch?v=HrTxZ5ad3iY>